



L'Iran et les mouvements islamistes chiïtes au Moyen-Orient

Par Laurence Louër, chargée de recherche Sciences Po/CERI

Le changement de régime survenu en Irak en avril 2003 a remis sur le devant de la scène les mouvements islamistes chiïtes. Au cœur des enjeux politiques des années 1980, ces derniers semblaient avoir perdu de leur influence dans la décennie 1990 et avaient du même coup disparu des écrans radar de l'analyse. Il n'y avait guère qu'au Liban où le Hezbollah continuait d'accroître son influence et, du même coup, suscitait l'intérêt des analystes. La rapidité avec laquelle les mouvements islamistes chiïtes ont capté les ressources de pouvoir dans l'Irak de l'après Saddam Husein a montré que l'islamisme chiïte, s'il s'est profondément transformé depuis les années 1980, n'a pas disparu et a même fait preuve d'une remarquable capacité d'adaptation. Au cœur de l'analyse sur le rôle actuel et futur de l'islamisme chiïte se trouve la question du rôle de la République islamique d'Iran. Pour beaucoup, il existe une relation organique entre l'Iran et les mouvements chiïtes dans les différents pays du Moyen-Orient, au point que leurs positionnements politiques seraient presque entièrement conditionnés par les injonctions plus ou moins directes de Téhéran. En réalité, le rôle et la place de l'Iran sont plus complexes qu'il n'y paraît.

Les réseaux irakiens

La plupart des mouvements actifs aujourd'hui au Moyen-Orient sont nés dans le giron de l'institution cléricale chiïte basée dans les villes saintes d'Irak, en particulier Najaf et Karbala. Créé à la fin des années 1950 à Najaf, le parti al-Da'wa (l'Appel) s'est diffusé dès la fin des années 1960 au Liban, au Koweït, aux Emirats Arabes Unis et au Bahreïn par l'intermédiaire des réseaux transnationaux cléricaux tissés de longue date à l'échelle du Moyen-Orient et même au-delà. Toujours à partir de l'Irak mais dans la ville de Karbala, un second réseau transnational de militants chiïtes se constitue à partir du milieu des années 1960 autour de la famille al-Shirazi. Mohammed al-Shirazi et son frère Hasan, secondés par leurs neveux Mohammed Taqî et Hadi al-Mudarrisi, mettent sur pied un mouvement politique, le Mouvement du message, qui prendra le nom d'Organisation de l'action islamique après la révolution iranienne. Les « shirazistes » se présentent comme une alternative à al-Da'wa et à l'establishment religieux de Najaf dont le parti émane. Comme al-Da'wa, ils parviennent à s'étendre par delà les frontières de l'Irak et, au début des années 1970, fondent des cellules au Koweït, au Bahreïn, en Arabie Saoudite et à Oman. Dans chacun de ces pays, la scène politique islamiste chiïte reste jusqu'à aujourd'hui polarisée entre militants d'al-Da'wa et shirazistes.

La révolution islamique : de l'enthousiasme à la contestation

La révolution islamique en Iran n'est donc pas survenue dans un vide, les réseaux des mouvements islamistes chiïtes irakiens ayant depuis deux décennies déjà commencé à mobiliser les chiïtes sur la base d'une vision du monde et de concepts très proches de ceux des révolutionnaires iraniens. Ce que la révolution islamique apporte est essentiellement une dynamique centripète d'ordre idéologique et stratégique. D'une part, une grande majorité des militants embrassent sans réserve la doctrine du wilayat al-faqih systématisée par Ruhollah Khomeiny, qui stipule que, durant la période d'occultation du douzième Imam, le gouvernement de l'Etat peut revenir légitimement à un savant religieux. D'autre part, les mouvements chiïtes escomptent tous que la révolution en Iran va enclencher une dynamique révolutionnaire à l'échelle régionale au terme de laquelle ils pourront réaliser leur objectif de prise du pouvoir. Si certains, notamment les mouvements al-Da'wa dans les Etats du Golfe, comptent sur un pur effet d'émulation, d'autres – les shirazistes en particulier – sollicitent un soutien logistique pour susciter des émeutes, voire organiser des coups d'Etat quand cela semble possible (au Bahreïn en 1981).

Dans un premier temps donc, les réseaux irakiens ont servi d'infrastructure à la politique d'exportation de la révolution endossée par le régime iranien. Ce n'est que dans un deuxième temps, une fois le nouveau régime consolidé, que la République islamique entreprend de constituer ses propres réseaux au Moyen-Orient et qu'apparaissent les premiers mouvements directement créés à l'instigation de Téhéran. Les plus connus sont le Hezbollah au Liban et l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak (ASRII), tous deux créés en 1982. Ces mouvements ne naissent cependant pas *ex nihilo* puisqu'ils sont constitués pour partie de cadres d'al-Da'wa, auxquels s'adjoignent des militants plus jeunes, socialisés politiquement de fraîche date. Si au Liban la cellule d'al-Da'wa fusionne presque entièrement dans le Hezbollah, en Irak la création de l'ASRII suscite une scission du parti entre ceux qui acceptent sans réserve la tutelle iranienne de plus en plus directe et ceux qui, tout en considérant l'Iran comme un partenaire essentiel dans leur lutte contre le régime de Saddam Husein, souhaitent garder leur autonomie.



Analytica Iranica

Des dynamiques similaires ont lieu au sein des cellules d'al-Da'wa présentes dans les Etats du Golfe, où si la majorité des cadres passent du côté des pro-iraniens, d'autres souhaitent conserver leur autonomie idéologique. Dès 1982 donc, s'enclenche au sein de la mouvance islamiste chiite des pays arabes une dynamique centrifuge qui n'a cessé de prendre de l'ampleur depuis. D'autres logiques y contribuent par la suite, par exemple l'infléchissement pragmatique de la politique étrangère iranienne à partir du milieu des années 1980 et plus encore après la fin de la guerre avec l'Irak en 1988. Alors que priorité est donnée à la réconciliation avec les voisins, Téhéran cesse son soutien à certains mouvements, voire les réprime. C'est le cas des mouvements shirazistes dont la ferveur révolutionnaire intacte entrave la politique de rapprochement avec les pays du Golfe. A cela s'ajoutent les critiques de Mohammed al-Shirazi vis-à-vis des dérives du régime, qui se feront plus véhémentes après la mort de Khomeiny en 1989 et la passation de pouvoir à Ali Khamenei.

De l'idéologique au tactique

Au moment de la déposition de Saddam Husein par les Etats-Unis en avril 2003, la relation entre l'Iran et les mouvements islamistes chiites du Moyen-Orient était donc caractérisée par une profonde bipolarisation entre les pro- et les anti-iraniens. Dans la mouvance islamiste chiites, les premiers sont couramment désignés sous le terme générique de « Hezbollah » ou bien « Ligne de l'imam » (sous entendu Ruhollah Khomeiny). Loin de faire l'unanimité, le modèle de république islamique tel qu'appliqué en Iran faisait débat parmi les militants. Le changement de régime en Irak n'a rien changé en la matière. Le cas des recompositions de la mouvance islamiste chiite en Irak le montre. D'une part, la faction d'al-Da'wa dont sont issus Ibrahim al-Ja'fari et Nuri al-Maliki – les deux Premiers ministres de l'après-Saddam Husein – est celle qui a souhaité garder ses distances avec Téhéran pour demeurer sur une ligne strictement nationale irakienne. D'autre part, la mouvance agrégée autour de Muqtada al-Sadr – les sadristes – qui s'est imposée comme une force politique incontournable depuis 2003 et dispose sans aucun doute de la base populaire la plus large en milieu chiite aujourd'hui, n'a historiquement eu aucun lien avec l'Iran puisqu'elle s'est constituée après la Guerre du Golfe de 1991 sous la houlette du père de Muqtada, Mohammed Sadiq al-Sadr (mort en 1999), durant les années d'embargo. Plus encore qu'al-Da'wa, les sadristes sont sur une ligne nationale irakienne et se sont initialement montrés particulièrement critiques vis-à-vis de la pénétration des réseaux d'influence iraniens en Irak au lendemain de la chute de Saddam Husein. Quant à l'ASRII enfin, initialement la formation la plus pro-iranienne du spectre islamiste chiite irakien et qui s'est imposée comme un pilier de la coalition gouvernementale, a opéré en mai 2007 un virage idéologique remarquable qui en dit long sur l'évolution de sa relation avec l'Iran. A l'occasion de son assemblée générale annuelle, le parti a non seulement annoncé qu'il changeait de nom pour adopter celui d'Assemblée suprême islamique en Irak (ASII) mais encore qu'il se plaçait sous l'autorité religieuse d'Ali al-Sistani. En bref, le parti a renoncé à exporter le modèle iranien et ne reconnaît officiellement plus le Guide de la révolution, Ali Khamenei, comme l'autorité religieuse et politique ultime.

Mais pourtant tout indique que ces différents mouvements irakiens ont tissé avec l'Iran des relations tactiques très étroites. Le virage le plus spectaculaire en la matière est celui des sadristes, qui ont mis fin à leur rhétorique anti-iranienne pour nouer un véritable partenariat stratégique avec Téhéran, grâce auquel ils sont non seulement soutenus politiquement contre leurs adversaires – que ce soit la coalition emmenée par les Etats-Unis ou les autres partis chiites –, mais peuvent également s'approvisionner en armes. La même analyse peut être faite à propos de l'ASII qui, tout en proclamant son indépendance vis-à-vis de l'Iran, continue de bénéficier de son soutien. En réalité, dans le contexte d'Etat failli qui prévaut en Irak depuis 2003, où l'Iran, à la faveur de l'incapacité de l'Etat à contrôler son territoire, s'est imposé comme un acteur incontournable, ces différents acteurs ont compris qu'ils ne pouvaient pas se payer le luxe de s'aliéner son soutien. En bref, malgré leur autonomisation idéologique et leur volonté de définir leur agenda politique indépendamment des injonctions iraniennes, les mouvements chiites irakiens se trouvent face à une équation géostratégique telle qu'ils ne peuvent aller au bout de cette dynamique. Ce qui a changé donc, c'est bien la configuration de l'équilibre de la puissance qui, par un effet involontaire de la politique américaine au Moyen-Orient, a mis l'Iran dans une position tout particulièrement favorable pour peser sur l'avenir de la région. En donnant l'impression d'un mouvement homogène de « réveil chiite », cette conjoncture historique particulière tend actuellement à occulter les évolutions de fond de l'islamisme chiite, une mouvance de plus en plus diversifiée au sein de laquelle le modèle de la République islamique d'Iran constitue la principale ligne de fracture idéologique et politique.